

Le combat anti-impérialiste de l'Etat-nation et du peuple syriens est celui de l'ensemble des peuples du monde **Claude Beaulieu, Geneviève Blache***

dimanche 6 janvier 2013, par [Comité Valmy](#)



Le combat anti-impérialiste de l'Etat-nation et du peuple syriens est celui de l'ensemble des peuples du monde

**Par Claude Beaulieu et Geneviève Blache
de la direction du Comité Valmy***

La situation en Syrie résulte pour l'essentiel d'une agression extérieure.

La Syrie est en état de guerre latent avec Israël et les USA depuis des décennies. La crise paroxystique actuelle, imposée par les dirigeants étatsuniens, atteint un niveau de cynisme dans la barbarie et le viol de la légalité internationale rarement égalé dans la longue suite d'ingérences, d'agressions et de guerres qu'ils mènent sans interruption, notamment depuis la fin de seconde guerre mondiale.

Cet irrespect continu de la légalité internationale et de la Charte des Nations Unies a conduit les dirigeants étatsuniens à ne plus tenir compte, de plus en plus souvent, des usages et des règles diplomatiques dans les relations entre Etats souverains, que la civilisation a historiquement construits au cours des siècles. Ce choix de la loi de la jungle en matière géopolitique est totalement approuvé et reproduit par leurs vassaux occidentaux, parmi lesquels les Sarkozy, Fabius, Hollande et Juppé sont aujourd'hui les plus zélés.

Cette réalité concrète qui s'aggrave au fil des ans et que nul anti-impérialiste ne

peut ignorer, a imposé à la Syrie souveraine de se doter d'un pouvoir d'État particulièrement solide, certes imparfait et non dépourvu de défauts, mais qui lui a permis de se maintenir et de rester aujourd'hui le seul pays arabe laïque véritablement indépendant du Moyen-Orient, capable de résister au vandalisme euro-atlantique, sioniste et occidentaliste, qui assassine en symbiose avec l'islamisme radical le plus rétrograde.

Refusant la vassalisation ou le démantèlement de leur pays, le gouvernement anti-impérialiste de la République arabe syrienne et le peuple qui, majoritairement, le soutient activement, mènent aujourd'hui une lutte acharnée dans laquelle ils résistent opiniâtrement à une guerre d'agression extérieure. Celle-ci, prévue et préparée de longue date par les différentes administrations américaines, est menée par une alliance qui associe les forces conjuguées des barbaries occidentaliste et sioniste avec celle des mercenaires djihadistes wahhabites, salafistes et takfiristes.

Dans cette agression, le poids spécifique des collabos de l'armée syrienne « libre » est secondaire par rapport à celui des bandes terroristes venues de l'étranger. Ils apparaissent comme une force d'appoint dont le rôle est de faire illusion, de donner une couleur locale et à servir d'alibi syrien à une intervention extérieure.

Malgré la gravité de l'ingérence euro-atlantique et l'inhumanité de cette guerre d'agression financée par les milliards du Qatar et de l'Arabie Saoudite, malgré les trahisons rémunérées ou l'occupation partielle du territoire national par Israël qui prétend annexer le plateau du Golan, les Syriens, sous la conduite de leur gouvernement légitime, se sont tout de même engagés dans un processus difficile de démocratisation de leur société, conjugué avec le développement de la résistance pour l'indépendance, la souveraineté, la laïcité et le refus de la guerre civile interconfessionnelle.

Depuis près de deux ans, nous assistons à la recherche d'un renforcement méthodique de la souveraineté populaire en Syrie, à l'inverse de ce qui se passe en France comme dans les autres pays vassalisés de l'Euro dictature, dans lesquels les oligarchies financières détruisent les Etats-nations, la démocratie et la souveraineté des peuples, tout en imposant à ceux-ci une régression sociale qu'elles aggravent en permanence.

Dans son discours du 30 mars 2011 devant l'Assemblée du Peuple, le président Bachar Al Assad a manifesté une volonté réformatrice que depuis, il n'a cessé de mettre en pratique par étapes, en dépit des obstacles que le contexte de guerre multiplie inévitablement dans le domaine particulièrement complexe du développement des libertés démocratiques.

Une résistance patriotique accompagnée d'un processus de réformes démocratiques.

Soulignons-en notamment les étapes suivantes :

En juillet 2011, le parlement syrien a établi le pluralisme politique, et rendue légale l'existence de partis d'opposition, dirigés par des responsables dont certains ont été emprisonnés à une autre époque.

Le 26 février 2012, une nouvelle Constitution syrienne a été adoptée par référendum avec 89,4% de oui et la participation de 57,4 % du corps électoral, malgré la situation marquée par les massacres, les attentats et les menaces terroristes. Cette constitution, en abolissant la suprématie autoritaire du parti Baas au pouvoir depuis un demi-siècle, a été voulue par Assad qui a manifestement entrepris de faire évoluer un système politique dont il tend à se différencier au profit de la promotion d'un vaste rassemblement patriotique, permettant de mettre fin à la guerre et de conduire et d'approfondir la réforme annoncée.

Le 7 mai 2012, des élections législatives ont été organisées. Elles ont connu une participation de 51,36%, chiffre important compte tenu du contexte difficile. Si le bloc « Unité nationale » soutenant le président Bachar al-Assad a remporté ces élections, il convient de noter que des membres de l'opposition démocratique ont été élus, ce qui représente une avancée significative dont on peut prévoir qu'elle aura des suites.

Le 23 juin 2012, un nouveau gouvernement a été constitué en Syrie, dans lequel ont été intégrés deux membres de l'opposition fidèles à la nation :

Qadri Jamil et Ali Heidar, qui président le Front populaire pour le Changement et la Libération, créé en juillet 2011 (ce mouvement, rassemblant des communistes et des patriotes progressistes, a participé aux élections législatives du mois de mai ; il agit pour des réformes tout en condamnant la violence et en s'opposant à toute intervention ou ingérence étrangère).

Qadri Jamil, élu de l'opposition démocratique à l'Assemblée du Peuple (élections législatives du 7 mai), provenant de la mouvance communiste, a été nommé vice-premier ministre pour les Affaires économiques, ministre du Commerce intérieur et de la protection des consommateurs, tandis qu'Ali Haïdar est devenu ministre d'Etat pour les Affaires de la Réconciliation nationale, charge à partir de laquelle il apporte depuis une contribution particulièrement utile au rassemblement populaire.

Les 22 et 23 septembre 2012, le congrès d'une coordination de l'opposition regroupant 20 partis et des cadres politiques de l'opposition a pu se tenir à Damas, en présence notamment des ambassadeurs de Russie et de Chine.

A différentes reprises le Président syrien a préconisé un dialogue national avec l'opposition démocratique, afin de rechercher une possible solution politique consensuelle à la crise...

C'est bien, il faut le souligner, cette opposition récemment reçue à Moscou qui continue à refuser jusqu'ici des pourparlers patriotiques. Elle est stimulée dans ce refus du débat souverain, par les ingérences et les manipulations des

provocateurs occidentaux du type Juppé - Fabius, ce dernier allant jusqu'à appeler au meurtre du chef de l'Etat syrien.

Le général libanais Michel Aoun, président du courant patriotique libre libanais, a pu récemment affirmer avec pertinence que la Syrie est « plus proche de la démocratie que n'importe quel pays arabe ». Il a mis d'ailleurs en garde contre un renversement du régime d'Assad qui constituerait « un prélude à une guerre mondiale ».

Un patriote laïque et réformateur, un combattant anti-impérialiste de stature internationale

Homme d'Etat charismatique, courageux et opiniâtre, le Président de la République arabe syrienne apparaît dans le monde aux esprits libres, émancipés de la pensée unique, comme un dirigeant anti-impérialiste conséquent, de la stature des dirigeants qui ont marqué la lutte anti colonialiste du 20ème siècle.

Il conduit, dans des conditions différentes, un combat manifestement solidaire avec celui d'Hugo Chavez et du peuple du Venezuela, pour ne prendre qu'un exemple. Les anti-impérialistes qui, dans le monde, n'ont pas accepté la diabolisation par les médias occidentaux prostitués de Fidel Castro ou de Chavez, ne doivent pas davantage endosser la fausse image d'un Bachar Al Assad autocrate sanguinaire que tend à imposer la guerre idéologique.

Manifestement, Bachar Al Assad est soutenu par la majorité des Syriens ; il apparaît comme le plus apte à construire la victoire militaire et politique sur les agresseurs impérialistes et leurs collabos et mercenaires. Il est aussi le plus déterminé à rassembler le peuple-nation agressé autour d'une politique réformatrice de défense de la souveraineté et de l'indépendance nationales, d'essor des libertés démocratiques et de progrès.

Ne faut-il pas considérer en outre, que le combat imposé à la Syrie, son gouvernement et à son peuple patriote, place objectivement cet Etat nation à l'avant-garde de la défense de la cause des peuples du monde ?

La Syrie souveraine est en réalité un avant-poste stratégique de la lutte contre l'asservissement des nations et pour la liberté de l'ensemble des peuples du monde. Ceux-ci sont aujourd'hui tous vassalisés, opprimés ou sous le coup de la menace étasunienne d'agression et de guerre, relayée par le bloc euro-atlantique et occidentaliste et ses divers agents.

Si, ce que nous ne croyons pas, la Syrie anti-impérialiste et laïque venait à tomber, cela représenterait manifestement une défaite de l'Iran, de la Russie et de la Chine. La Syrie résistante est un verrou qui, d'une certaine façon, protège ces pays dont elle retarde l'agression programmée. Ces trois pays sont en effet aujourd'hui encerclés par de multiples bases militaires, et visés par des dispositifs bellicistes divers aux mains des dirigeants étasuniens qui installent aussi, nous le savons, des systèmes antimissiles avec la prétention de se rendre invulnérables.

La Syrie et son peuple triompheront, nous en sommes convaincus, de la sauvagerie américaine. Mais dans le cas contraire, il s'agirait aussi de notre propre défaite, celle de tous citoyens pacifiques du monde, celle de l'ensemble des peuples et des nations opprimés et vassalisés. Comme l'a souligné avec d'autres le général Aoun, cela ouvrirait le chemin vers une nouvelle guerre mondiale.

C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui se joue en Syrie et pas seulement celui du peuple de ce pays.

L'avenir de l'Etat syrien, le choix de ses dirigeants qui relèvent exclusivement de la souveraineté populaire et de l'indépendance nationale, doit être décidé en Syrie et, nulle part ailleurs, ni à Washington à Tel Aviv, Paris ou dans toute autre capitale.

La question sociale et la question nationale sont inséparables

Les communistes et les progressistes syriens ont dénoncé des privatisations et à travers elles, l'influence envahissante ces dernières années, du FMI et du néolibéralisme sur la politique économique du pays, en même temps que leurs conséquences antisociales, qui ont provoqué un mécontentement populaire naturellement exploité par l'opposition – légitimement ou de manière démagogique.

L'actuelle recherche, dans le peuple syrien, d'une démarche de rassemblement autour de la préservation de l'Etat-nation laïque permettant de triompher de la guerre d'agression, sera peut-être l'occasion pour les patriotes de conjuguer l'intérêt national, la souveraineté populaire, le développement des libertés démocratiques avec une politique de reconstruction économique incluant le progrès social.

Cette situation particulière n'est pas sans rappeler le cheminement héroïque qui a conduit pendant la seconde guerre mondiale, à la constitution en France du Conseil National de la Résistance et à l'élaboration de son programme.

13 décembre 2012

* Le Comité Valmy est une organisation pluraliste :
Claude Beaulieu y appartient à la sensibilité communiste,
Geneviève Blache est gaulliste, elle anime aussi le collectif Résistance et
Renouveau Gaullien.